

20 février 2013

MALI

Un retour prudent : Les déplacés maliens se préparent à rentrer chez eux

L'avancée militaire dans le Nord du Mali a redonné de l'espoir aux déplacés à l'intérieur de leur pays qui souhaitent rentrer chez eux rapidement – mais que vont-ils retrouver une fois sur place ?

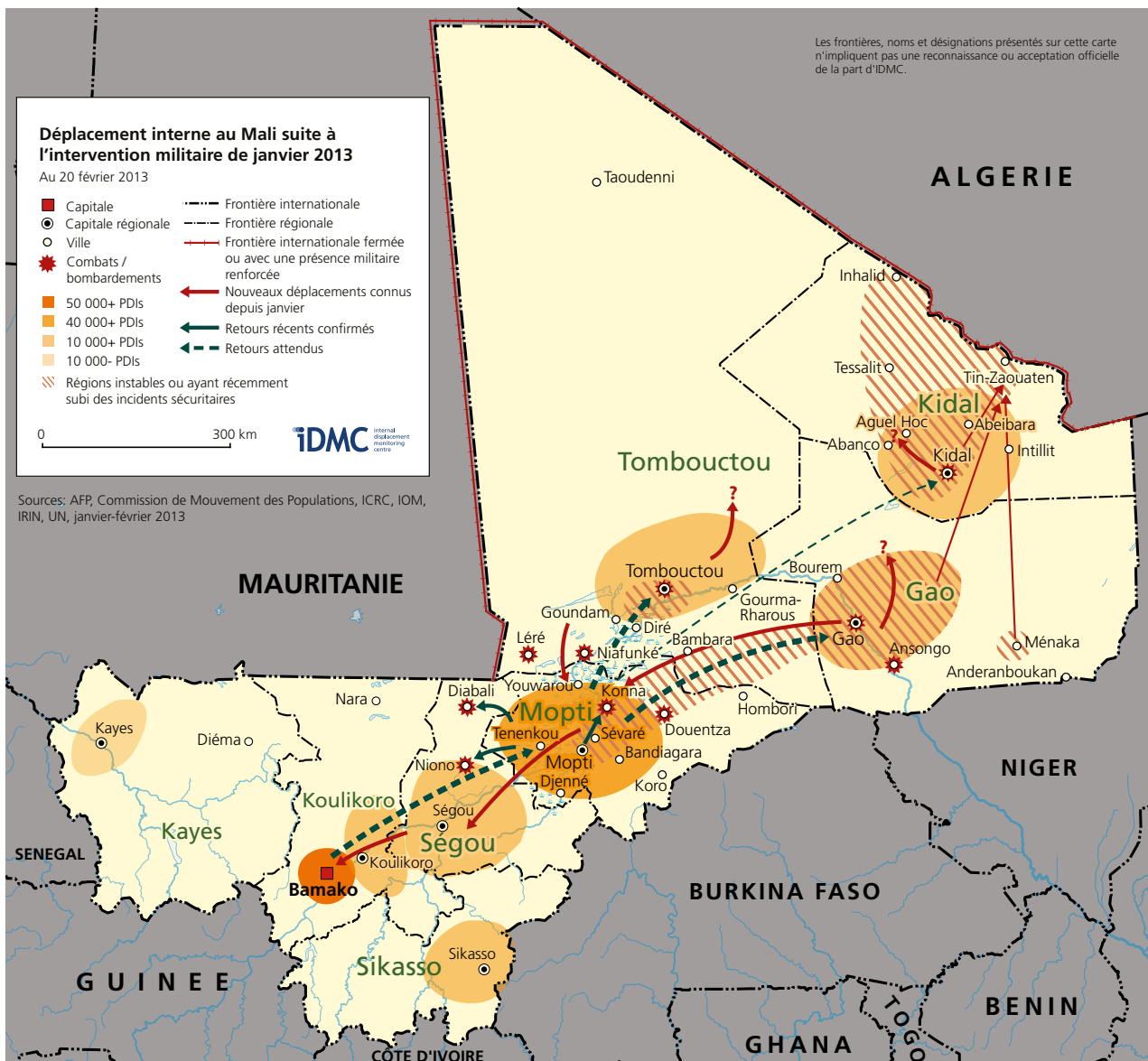
La situation politique, sécuritaire et humanitaire au Mali s'est transformée pendant le mois qui vient de s'écouler avec le retrait des groupes islamistes armés dans les montagnes du Nord du pays et la reprise de leurs bastions par les soldats français, maliens et ouest-africains.

Pour la plupart de près de 230 000 Maliens déplacés à l'intérieur de leur propre pays en 2012, ces avancées représentent une opportunité qui est attendue par certains depuis un an : le retour chez soi. D'après un sondage effectué par l'Organisation Internationale pour les Migrations début février 2013 à Bamako et Koulikoro, 93 pour cent des déplacés qui résident dans ces régions prévoient de retourner chez eux dans le Nord et non de s'établir là où elles sont déplacées ou ailleurs dans le pays.



De nombreuses personnes déplacées à Bamako attendent que la sécurité dans le Nord s'améliore avant d'entamer le long voyage de retour chez elles.
(Photo: IDMC/E. J. Rushing, octobre 2012)

En termes de périodes de retour, certains foyers prévoient de s'organiser en fonction du calendrier agricole, les plantations étant prévues au début de l'été et les récoltes à l'automne. D'autres attendront la fin de l'année scolaire en juin afin de minimiser l'impact sur les études de leurs enfants. Les deux-tiers des foyers interrogés attendent seulement d'être rassurés quant à la sécurité dans leurs villes et villages d'origine. Dans le même temps, près de 90 pour cent des personnes déplacées pensent que les conditions de sécurité dans le Nord vont s'améliorer rapidement, laissant présager d'importants mouvements de retour dans les prochains mois. Ces circonstances amènent à se poser la question suivante : quand la sécurité sera-t-elle réelle pour permettre aux personnes déplacées de retourner dans le Nord en paix et quelle sorte de difficultés vont-elles retrouver une fois sur place ?



Insécurité persistante source d'inquiétude pour les retours

Malgré la récente intervention militaire qui a marqué la fin de l'occupation d'une année du Nord-Mali par des groupes Islamistes, la situation sécuritaire dans le centre et le Nord du Mali reste incertaine. La plupart des groupes armés se sont retranchés dans le massif de l'Adrar des Ifoghas dans la région de Kidal, d'où il est redouté qu'ils planifient d'autres attaques de guérilla similaires aux récents attentats-suicide commis à Gao. D'autres se sont rasés la barbe afin de se mêler au reste de la population. Les violations des droits

de l'Homme commises par tous les belligérants, parmi lesquelles exécutions sommaires, enrôlement d'enfants-soldats et violence sexuelle et basée sur le genre, pourraient augmenter avec le retrait des forces françaises lors des prochains mois dans ce contexte instable. Ces conditions n'augurent pas d'un retour sûr et durable pour les personnes déplacées.

D'autre part, le long voyage de beaucoup de personnes déplacées pour rentrer chez elles pourrait être périlleux. L'un des derniers incidents, une explosion sur la route Douentza-Gao, a tué quatre personnes et la route reste fermée à cause

de la présence suspectée de mines ou de bombes artisanales.

De profondes tensions ethniques et des récits d'actes de vengeance contre les membres de groupes ethniques associés avec les rebelles responsables de la crise au Nord sont aussi sources d'instabilité. Des pillages de maisons et de magasins tenus par des Touaregs ou des Arabes à la peau plus claire ont été rapportés à Tombouctou et à Gao à partir de la fin janvier ; beaucoup de ces personnes auraient déserté ces zones pour trouver refuge ailleurs ou aller se cacher. Suite aux récents combats qui ont eu lieu à Gao, l'armée malienne a entrepris des fouilles de maisons pour détecter et arrêter des rebelles islamistes cachés, créant de nouvelles inquiétudes de violences à l'encontre des personnes touarègues ou arabes et de potentiel déplacements.

Dans ce climat délicat, il est impératif que les déclarations publiques encourageant les personnes déplacées à rentrer chez elles soient faites seulement lorsque les perspectives de sécurité sur les routes et dans les régions de retour seront confirmées et pérennes afin d'éviter aux personnes qui rentreront chez elles de fuir de nouveaux épisodes de violence.

Le gouvernement malien et la communauté internationale doivent développer des plans de mesures d'urgence en anticipation du retrait des troupes françaises et de la possibilité d'autres incidents violents, notamment durant la phase de préparation des élections prévues en juillet prochain ainsi que lors du vote.

A quoi faut-il s'attendre une fois rentré chez soi ?

Avec la réouverture progressive des routes, des mouvements de retour spontanés ont débuté et de plus en plus de personnes vont braver les risques sécuritaires présents sur la route du retour.

Cependant, même si la sécurité reste stable, peu de personnes déplacées qui rentrent chez elles s'attendent à retrouver leurs conditions de vies antérieures au début de la crise il y a plus d'un an.

L'accès à la nourriture reste une priorité absolue pour les personnes déplacées de retour chez elles. L'insécurité alimentaire chronique qui touche le Sahel depuis plusieurs années a été aggravée par le conflit. Elle est particulièrement alarmante dans les régions de Kidal et Gao, où de nombreux marchands ont quitté les villes par peur d'actes de vengeance à leur égard. Ces départs ont compliqué une situation déjà fragile où les stocks sont limités, les prix très élevés et l'accès aux liquidités restreint. La fermeture de la frontière algérienne pour contrer la menace islamiste empêche toujours la région de Kidal d'être ravitaillée en denrées alimentaires essentielles via ce pays voisin. Les partenaires humanitaires prédisent qu'au mois d'avril, les conséquences de cette crise pourraient être étendues à tout le Nord et quelques zones de la région de Mopti et qu'elles seraient pires encore si les fermiers venaient à manquer une autre période de plantations en mai.

Depuis le mois dernier, les combats et attaques aériennes ont détruit nombre de maisons, magasins et bâtiments publics. Beaucoup de personnes déplacées dont les maisons n'ont pas été détruites craignent cependant des dégâts importants sur leurs habitats en banco qui ont été laissés sans l'entretien nécessaire contre les termites et l'érosion. D'autres trouveront des difficultés à redémarrer leurs activités économiques, tels les personnes vivant du pastoralisme ou les propriétaires de petites échoppes. Les écoles commencent lentement à rouvrir notamment à cause du déplacement de nombreux enseignants l'année passée. Des programmes de reconstruction et de redressement seront essentiels afin de permettre aux personnes déplacées qui seront rentrées chez elle de retrouver une vie normale. Dans le même temps, ces programmes devront être soutenus par des activités portant sur le renforcement de la

cohésion sociale pour apaiser les tensions ethniques actuelles.

Dans le même temps, de nouveaux déplacements de populations

Alors que de nombreux déplacés s'apprêtent à rentrer chez eux, la détresse de milliers d'entre eux ayant récemment fui leurs foyers ne fait que commencer. Depuis le début des opérations militaires en janvier 2013 et un accroissement des tensions ethniques et d'actes de vengeance depuis lors, quelque 14 000 personnes ont fui le Nord du Mali pour trouver refuge au Sud. Environ 6 600 personnes ont d'autre part trouvé refuge dans le village de Tinzaouaten mais sont dans l'impossibilité de traverser la proche frontière algérienne qui reste fermée. La plupart des membres de ce groupe semblent être des personnes à la peau claire en fuite suite aux tensions ethniques croissantes dans leurs régions d'origine. Dans un rapport conjoint, Médecins de Monde Belgique et Solidarités ont constaté que certaines personnes avaient été accueillies par des familles d'accueil mais que d'autres n'avaient pas eu d'autre choix que d'aller s'abriter sous des camions. D'autres groupes dorment à l'extérieur, sans abri, à cause du manque de tentes à leur disposition.

Quelques-uns de ces déplacements les plus récents ont été de court terme. Beaucoup de personnes déplacées qui n'avaient pas fui loin de chez elles ont pu rentrer à la fin du mois de janvier, par exemple à Konna et Diabali, dans le centre du Mali. D'autres restent bloquées dans un état de grande détresse.

Des milliers de personnes restent au Sud

Pendant que beaucoup de déplacés préparent leur retour, d'autres souhaitent attendre que la situation sécuritaire se soit suffisamment améliorée

ou choisiront la date de leur retour en fonction des calendriers agricole et scolaire. Certains n'ont pas assez d'argent pour financer le voyage onéreux du retour.

Quelle que soit la raison pour retarder leur départ, de très nombreux déplacés vont vraisemblablement le rester et continuer à être en situation de besoin dans le Sud et le centre du Mali. La majorité vit dans des zones urbaines ou péri-urbaines, comme à Bamako, Mopti et Ségou, où elle a trouvé refuge auprès de familles d'accueil, famille proche ou amis, ou dans des habitats loués. Les communautés maliennes, connues pour leur sens de l'aide et de générosité, n'en ressentent pas moins les fortes conséquences sur les structures sociales et économiques. Les personnes déplacées qu'elles ont accueillies sont accablées par la durée de leur séjour hors de chez elles et leurs moyens pour faire face à la situation sont plus que limités après une année de vie en déplacement.

De nombreuses opportunités pour la réponse humanitaire

A travers l'ensemble du Mali, les personnes déplacées, leurs communautés d'accueil, les personnes qui se préparent à retourner chez elles et celles qui restent déplacées pour plus longtemps ont toutes des besoins importants qui demeurent pour la plupart insuffisamment satisfaits. En tant que premier responsable de l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, le gouvernement malien tente de remplir ses fonctions de protection et de secours mais trouve des difficultés à asseoir son autorité et à assurer la sécurité dans le pays et à Bamako.

Depuis la fin janvier 2013, l'accès humanitaire dans le centre et certaines zones du Nord du pays s'améliore progressivement. Ce changement présage de possibilités accrues pour les organisations humanitaires et les agences des Nations unies d'adapter de d'augmenter la réponse dans ces

zones et de se préparer pour les mouvements de retour. Au 13 février, les partenaires humanitaires avaient publié 12 évaluations des besoins identifiés dans ces régions qui peuvent être utilisés comme fondements pour accroître l'assistance. La partie Sud est globalement accessible mais le travail des autorités maliennes et de ses partenaires internationaux pour répondre aux besoins des personnes déplacées et des familles d'accueil est sérieusement compliqué par un manque de capacités et de financements à la hauteur des besoins.

La communauté internationale doit accroître son soutien au gouvernement malien, à la société civile et aux organisations nationales et internationales. Au jour de l'écriture de ce rapport, seulement 3 pour cent des 373 millions de dollars demandés dans le processus d'appel global avaient été financés. Aujourd'hui, l'opportunité permettant d'améliorer la réponse globale est bien réelle, au moment où nombre d'acteurs accroissent leur réponse par des activités primordiales, qu'elles soient humanitaires, de développement ou tournées vers la cohésion sociale. Cette orientation doit être soutenue par les donateurs pour que le Mali et sa population retrouvent rapidement le chemin du retour ainsi qu'un contexte de paix et de démocratie pour lequel le pays était encore connu il n'y a pas si longtemps.

L'Observatoire des situations de déplacement interne

L'observatoire des situations de déplacement interne (Internal Displacement Monitoring Centre ou IDMC) a été créé en 1998 par le Conseil norvégien pour les réfugiés à la demande des Nations Unies et afin d'élaborer une base de données mondiale sur le déplacement interne. Plus de dix ans après, il demeure la principale source d'information et d'analyses sur les déplacements internes provoqués par les conflits et la violence dans le monde.

L'objectif de l'IDMC est de soutenir une meilleure réponse nationale et internationale aux situations de déplacement interne et le respect des droits des personnes déplacées internes (PDI) qui sont souvent parmi les personnes les plus vulnérables. Il vise également à promouvoir des solutions durables pour les personnes déplacées à travers le retour, l'intégration locale ou la réinstallation ailleurs dans le pays.

L'IDMC concentre son action sur les activités suivantes:

- Suivi et élaboration de rapports sur les déplacements internes provoqués par les conflits, la violence généralisée et les violations des droits de l'homme;
- Recherche, analyse et plaidoyer pour les droits des personnes déplacées;
- Formation et renforcement des capacités sur la protection des personnes déplacées;
- Contribution au développement de standards et directives sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées.

Pour plus d'informations, consultez le site Internet de l'Observatoire des situations de déplacement interne et la base de données: www.internal-displacement.org

Contact:

Sebastián Albuja

Chef du département Afrique et Amériques

Tél.: +41 22 799 07 08

Mobile: +41 78 806 83 08

Courriel: sebastian.albuja@nrc.ch

Elizabeth J. Rushing

Analyste de pays pour l'Afrique de l'Ouest

Tél.: +41 22 795 07 43

Mobile: +41 76 578 21 59

Courriel: elizabeth.rushing@nrc.ch

Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC)

Conseil norvégien pour les réfugiés

Chemin de Balxert 7-9

1219 Genève, Suisse

Tél: +41 (0)22 799 0700

Fax: +41 (0)22 799 0701

www.internal-displacement.org